

CHRONIQUES

Les collectivités territoriales et les chambres régionales des comptes : l'apport de la loi du 21 décembre 2001 2

Jean-Philippe Vachia

La loi « Démocratie de proximité » : un renouveau de l'intercommunalité ? 8

Michel Degoffe

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Comment faire procéder à l'élection du maire lorsque des conseillers municipaux ont démissionné ? 13

Conclusions Emmanuelle Prada-Bordenave

CE 28 novembre 2001, Élection du maire et des adjoints de Courcelles-lès-Lens

• Compétences des collectivités locales

L'urgence à créer une aire d'accueil des gens du voyage peut-elle l'emporter sur la loi Littoral ? 16

Conclusions François Sénors

CE 10 décembre 2001, Commune de Saint-Jean-de-Luz

Dans quelles conditions peut être accordée l'aide médicale ? 20

Conclusions Pascale Fombeur

CE 6 mars 2002, Département du Gers

• Police administrative

L'interdiction de l'affichage et de la publicité dans les ZPPAU s'applique-t-elle aux ZPPAUP instituées par la loi du 8 janvier 1993 ? 24

Conclusions Isabelle de Silva

CE 11 février 2002, Union de la publicité extérieure

• Fonction publique territoriale

Peut-on contrôler les motifs du licenciement d'un collaborateur de cabinet ? 28

Conclusions François Sénors

CE 28 décembre 2001, Commune de Saint-Jory

Dans quelles conditions peut-on concéder un logement de fonction pour utilité de service ? 32

Conclusions François Sénors

CE 14 janvier 2002, M. M.

Un majeur placé sous tutelle peut-il être radié des cadres en raison de la perte de ses droits civiques ? 36

Conclusions Stéphane Austray

CE 22 février 2002, Mutualité de Meurthe-et-Moselle

• Organismes de coopération et de regroupement

Qui peut être désigné comme délégué des établissements publics de coopération intercommunale au comité syndical d'un syndicat mixte ? 40

Conclusions Stéphane Austray

CE 8 mars 2002, Préfet de la Drôme

CE 8 mars 2002, Préfet du Tarn-et-Garonne

Quelles sont les règles applicables à la contestation de l'élection du président d'un syndicat mixte ? 45

Conclusions Rémy Schwartz

CE 13 mars 2002, M. C A l'Antoine

• Élections

Une erreur de libellé sur le nom d'un candidat entraîne-t-elle la nullité des bulletins concernés ? 47

Conclusions Gilles Bachelier

CE 21 décembre 2001, Élections municipales de Chasse-sur-Rhône (Isère)

La diffusion d'une plaquette vantant le bilan de la gestion d'un candidat constitue-t-elle un acte de propagande prohibé par l'article L. 240 du Code électoral ? 51

Conclusions Gilles Bachelier

CE 21 décembre 2001, Élections municipales de Kingersheim (Haut-Rhin)

La violation des dispositions des articles L. 52-1 et L. 52-8 du Code électoral entraîne-t-elle nécessairement l'annulation des élections ? 55

Conclusions Gilles Bachelier

CE 21 décembre 2001, Élections municipales de Luisant (Eure-et-Loir)

Dans quel délai le conseil municipal doit-il être convoqué pour l'élection du maire et des adjoints dans les communes de plus de 3500 habitants ? 58

Conclusions François Sénors

CE 28 décembre 2001, M. M., Élection du maire du Pré-Saint-Gervais

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle 71

CHRONIQUES

Quel renouveau pour les SEML après la loi du 2 janvier 2002 ?75

Marie-Yvonne Benjamin

Le « statut de l' élu » après la loi Démocratie de proximité.....80

Bernard Poujade

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Quelle question peut être posée à la population dans le cadre d'un référendum communal ?84

Conclusions François Bourrachot

CAA Lyon 27 décembre 2001, Commune des Houches, Commune de Chamonix-Mont-Blanc, Commune de Servoz

• Compétences des collectivités locales

Le rachat par une commune des remontées mécaniques qu'elle a concédées peut-il être analysé comme une aide économique illégale ?89

Conclusions François Bourrachot

CAA Lyon 17 décembre 2001, Préfet de la Haute-Savoie c/ Commune de Thollon-les-Mémises

À quelles conditions le préfet peut-il refuser de prêter main forte à une expulsion ?93

Conclusions Terry Olson

CE 29 mars 2002, SCI Stéphaneur et autres

Quel est le rôle des CCAS dans la mise en œuvre de la couverture maladie universelle ?97

Conclusions Pascale Fombeur

CE 3 avril 2002, Union nationale des centres communaux d'action sociale

• Services publics locaux

L'administration est-elle en situation de compétence liée pour refuser le renouvellement de l'autorisation accordée à un centre hospitalier pour exercer une activité de gynécologie-obstétrique ?100

Conclusions Isabelle de Silva

CE 15 mars 2002, Ministre de l'Emploi et de la solidarité et ministre délégué à la Santé c/ Communauté de communes du Pays né de la mer et de la commune de Luçon

• Fonction publique territoriale

La durée des services accomplis par un agent dans deux emplois à temps non complet peut-elle être cumulée pour l'appréciation des droits à pension ?104

Conclusions François Séners

CE 13 mars 2002, Caisse des dépôts et consignations

Quelles sont les conditions de réintégration d'un fonctionnaire à l'issue de sa mise en disponibilité ?107

Conclusions François Séners

CE 13 mars 2002, Mme L.

Un fonctionnaire qui se présente à son service en état d'ébriété commet-il un acte contraire à l'honneur au sens d'une loi d'amnistie ?110

Conclusions Stéphane Austray

CE 29 mars 2002, Département du Rhône

• Finances publiques locales

Une subvention d'exploitation destinée à un SPIC peut-elle être imputée à la section de fonctionnement ?115

Conclusions Hélène Gisserot

Cour des comptes 29 novembre 2001, Commune d'Aubagne

• Élections

Comment doivent être désignés les officiers de police judiciaire habilités à délivrer des procurations pour une élection ?120

Conclusions François Séners

CE 13 mars 2002, Élections municipales de Saint-Tropez

• Contentieux des collectivités locales

La responsabilité d'une commune peut-elle être engagée pour un vol commis lors d'une exposition philatélique ?124

Conclusions François Bourrachot

CAA Lyon 17 décembre 2001, Ville de Vichy, M. R.

Une commune peut-elle s'opposer à la diffusion d'un guide d'un office de tourisme ?128

Conclusions Pascale Fombeur

CE 6 mars 2002, Commune de Saint-Germain-lès-Arpajon

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention d'hébergement d'un site Internet142

CHRONIQUES

La transaction administrative : vers une voie prétorienne d'homologation directe ?146
Thierry Dal Farra

Acquisitions par les collectivités locales : la réforme de l'avis des Domaines par l'article 23 de la loi MURCEF151
Catherine Bosgiraud - Christian Pisani

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un élu peut-il être condamné par la CDBF pour ne pas avoir exécuté une décision de justice ?155
Observations Christian Descheemaeker
Cour de discipline budgétaire et financière 20 décembre 2001,
Michaux-Chevry

• État

Dans quelles conditions le ministre de l'Intérieur peut-il rejeter la demande d'une commune tendant à la constatation d'un état de catastrophe naturelle ?158
Conclusions François Sénors
CE 29 avril 2002, Commune de Rixheim

Le décret supprimant les fiches d'état civil et l'obligation de présenter des justificatifs de domicile est-il conforme au principe de libre administration des collectivités locales ?162
Conclusions Stéphane Austray
CE 3 mai 2002, M. S. c/ M. B.

• Compétences des collectivités locales

Quel est le juge compétent pour connaître d'un litige entre un office d'HLM et la caution d'un de ses locataires ?167
Conclusions Gilles Bachelier
TC 8 avril 2002, Mme Culerier c/ OPAC de la communauté urbaine de Bordeaux

• Police administrative

Le maire peut-il réglementer la circulation aérienne ?170
Conclusions Gilles Bachelier
CE 10 avril 2002, Ministre de l'Équipement, des transports et du logement

• Fonction publique territoriale

Quels sont les éléments dont doit tenir compte l'instance disciplinaire avant d'arrêter une sanction ?173
Conclusions Gilles Bachelier
CE 6 mars 2002, Centre hospitalier universitaire de Caen

Qui peut être intégré dans le corps des administrateurs de la ville de Paris ?177

Conclusions François Sénors
CE 29 avril 2002, Syndicat national des secrétaires généraux et directeurs généraux des collectivités territoriales
CE 29 avril 2002, Syndicat national des secrétaires généraux et directeurs généraux des collectivités territoriales, Association nationale des directeurs généraux et directeurs généraux adjoints des conseils régionaux et des conseils généraux

• Finances publiques locales

Quelle est la nature juridique du parrainage sportif ?184
Conclusions Hélène Gisserot
Cour des comptes 31 janvier 2002, Département de la Loire
CAA Douai 14 mars 2002, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune de Calais
CAA Douai 14 mars 2002, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune d'Avion
CAA Douai 14 mars 2002, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune de Feignies

• Organismes de coopération et de regroupement

Dans quelles conditions un district peut-il être transformé en communauté d'agglomération ?191
Conclusions François Sénors
CE 29 avril 2002, District de l'agglomération de Montpellier, Ministre de l'Intérieur

Dans quelles conditions un EPCI peut-il étendre ses compétences et un district être transformé en communauté de communes après l'intervention de la loi Chevènement du 12 juillet 1999 ?198
Conclusions Stéphane Austray
CE 3 mai 2002, Commune de Laveyron

• Contentieux des collectivités locales

Qui est responsable en cas de mauvais fonctionnement d'un service départemental d'incendie et de secours ?205
Conclusions Isabelle de Silva
CE 15 mars 2002, M. V., Société Fers et métaux

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention portant occupation temporaire d'une dépendance du domaine public pour l'installation d'une antenne/pylône relais radiotéléphonie/station relais de boucle locale radio (modèle opérateur)219

CHRONIQUES

- Collectivités locales et communications électroniques (1re partie)**226
Lucien Rapp
- Obligation et effectivité de la reprise du personnel de droit privé par les collectivités locales.**234
Anne-Cécile Vivien

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Quel est le point de départ de la prescription en matière de prise illégale d'intérêts ?**240
Conclusions Jean-Claude Marin
C. cass. (ch. crim.) 10 avril 2002, François M.

• État

- Quels sont les critères à prendre en compte pour autoriser la création d'une grande surface ?**244
CE S. 27 mai 2002, SA Guimatho, SA Dijori, Chambre de commerce et d'industrie de Touraine et autres

• Compétences des collectivités locales

- Quels sont la nature et le régime juridique de la décision d'un jury de concours pour la réalisation d'une opération d'aménagement ?**247
Conclusions Catherine Bergeal
CE 29 avril 2002, Société Apsys International et autres

- Les frais funéraires peuvent-ils venir en déduction de la succession pour le calcul de la récupération à laquelle peuvent prétendre les départements ?**252
Conclusions Sophie Boissard
CE 15 mai 2002, Département de la Côte-d'Or

- Le préfet de police de Paris peut-il prescrire la mise en fourrière des véhicules de location ?**255
Conclusions Didier Chauvaux
CE 29 mai 2002, Sociétés ADA et SAPN

• Police administrative

- L'État peut-il définir les conditions de port d'armes des agents des polices municipales ?**259
Conclusions Didier Chauvaux
CE 19 juin 2002, Commune de Marcq-en-Baroeul et autres

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Le juge administratif est-il compétent en cas d'emprise irrégulière commise par une commune ?**264
Conclusions Stéphane Austray
CE 8 mars 2002, Commune d'Arlos

- À quelles conditions une impasse fait-elle partie du domaine public communal ?**267
Conclusions Gilles Bachelier
CE 10 avril 2002, Commune de Rugny

• Fonction publique territoriale

- Dans quelles conditions l'administration peut-elle refuser la mise en disponibilité d'un fonctionnaire dans une entreprise privée ?**270
Conclusions Sophie Boissard
CE 12 juin 2002, Roma

• Finances publiques locales

- Quelles sont les conséquences de la violation du contradictoire par une CRC ?**275
Conclusions Hélène Gisserot
Cour des comptes (4e ch.) (appel) 30 janvier 2002, Office public d'habitations à loyers modérés de Lyon (exercices 1993 et 1994)

• Organismes de coopération et de regroupement

- La création d'une communauté d'agglomération peut-elle porter atteinte au principe de libre administration des collectivités locales ?**279
Conclusions François Séniers
CE (ord. du juge des réf.) 24 janvier 2002, Commune de Beaulieu-sur-Mer
CE 12 juin 2002, Commune de Fauillet et autres

• Élections

- Quelles sont les conséquences d'une violation du principe de parité hommes-femmes pour les élections municipales ?**285
Conclusions Catherine Bergeal
CE 25 mars 2002, Élections municipales de Case-Pilote (Martinique)
- Les fonctions de géomètre au service du cadastre sont-elles compatibles avec la présidence d'un syndicat mixte ?**289
Conclusions François Séniers
CE 29 avril 2002, M. E.

• Contentieux des collectivités locales

- Une autorisation de plaider au nom d'une commune tendant à obtenir l'annulation d'une vente présente-t-elle un intérêt suffisant ?**292
Conclusions Sophie Boissard
CE 15 mai 2002, M. B. et autres

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Modèle de convention-type de GIP de développement local**300

CHRONIQUES

Collectivités locales et communications électroniques (2e partie).....306

Lucien Rapp

Le droit de la concurrence : quelles implications pratiques pour les collectivités locales ?.....312

Marcel Pochard

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le conseil municipal est-il entièrement libre dans la dénomination des rues et places publiques ?.....316

Conclusions Jean-Louis Rey

CAA Bordeaux 30 avril 2002, M. F.

Le ministre peut-il limiter le bénéfice de l'allocation parentale d'éducation aux élus locaux en fonction du montant des indemnités de fonction ?.....319

Conclusions Sophie Boissard

CE 15 mai 2002, Fédération nationale des familles de France

Un maire peut-il déléguer simultanément les mêmes fonctions à deux adjoints ?.....323

Conclusions Jean-Louis Rey

CAA Bordeaux 28 mai 2002, M. C.

• État

Quand faut-il faire le « bilan » des conséquences d'une autorisation d'équipement commercial Quelles précisions doit donner le dossier sur la zone de chalandise ?.....327

Conclusions Rémy Schwartz

CE 19 juin 2002, Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et autre, Confédération générale de l'alimentation en détail de l'Hérault

CE 19 juin 2002, Syndicat intercommunal de défense de l'artisanat et du commerce et autres

• Compétences des collectivités locales

Une région peut-elle refuser de verser une aide prévue par une convention signée avec l'État ?.....334

Conclusions Olivier Yeznikian

CAA Douai 28 mars 2002, M. Serge P.

Quels sont les critères de l'allocation du revenu minimum d'insertion ?.....340

Conclusions Sophie Boissard

CE 12 juin 2002, M. S.

• Police administrative

Le maire peut-il refuser la tenue d'une université d'un parti politique dans un centre de congrès de sa commune ?.....344

CE 19 août 2002, Front national et Institut de formation des élus locaux (IFOREL)

• Travaux publics locaux

Une commune peut-elle être contrainte par le juge administratif de démolir un ouvrage public illégalement implanté lui appartenant ?.....347

Conclusions Lilian Benoit

CAA Marseille 5 mars 2002, Mme G.

• Fonction publique territoriale

L'exclusion des agents de droit privé des collectivités locales du corps électoral des CTP est-elle conforme au droit communautaire ?.....352

Conclusions Stéphane Austray

CE 10 juillet 2002, Fédération CFDT Interco

• Organismes de coopération et de regroupement

Un ressortissant de l'Union européenne peut-il être vice-président d'un EPCI ?.....361

Conclusions Pierre Collin

CE 8 juillet 2002, M. S., Préfet du Cher

Quelles sont les limites aux délégations consenties au bureau d'un EPCI ?.....364

Conclusions François Séners

CE 29 juillet 2002, Syndicat des eaux de la Basse Ardèche, Société SAUR France

• Contentieux des collectivités locales

Quelle est la juridiction compétente pour faire rétablir une servitude d'écoulement des eaux par un établissement public ?.....370

Conclusions Rémy Schwartz

TC 6 mai 2002, Société S.M. c/ Syndicat des eaux de Molsheim

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention constitutive d'un Groupement d'intérêt public de coopération interrégionale et transfrontalière.....379

CHRONIQUES

Le régime juridique des interventions économiques des collectivités locales : des évolutions, pas de révolution386

Bernard Poujade

Actualité du contentieux des autorisations de plaider ...392

Pascale Fombeur

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un maire a-t-il la qualité de depositaire public ?399

Cass. crim. 19 juin 2002, Bécart et Dubois

• Actes des collectivités locales

À quels marchés les dispositions de l'article 2 de la loi MURCEF du 11 décembre 2001 s'appliquent-elles ?402

CE (Avis) 29 juillet 2002, Société MAJ Blanchisseries de Pantin

• Compétences des collectivités locales

Le Congrès du territoire de la Nouvelle-Calédonie peut-il créer une taxe générale sur les prestations de service et y assujettir les personnes morales de droit public ?404

Conclusions Guillaume Goulard

CE 19 juin 2002, Commune de Bourail, Commune de Pouembout

• Domaines public et privé des collectivités locales

Dans quelles conditions le juge des référés peut-il ordonner l'expulsion d'un occupant sans titre du domaine public ?409

Conclusions Gilles Bachelier

CE 26 juin 2002, M. E.

• Fonction publique territoriale

L'annulation d'un refus de titulariser implique-t-elle l'obligation pour l'autorité administrative de procéder à la nomination d'un fonctionnaire ?412

Conclusions Stéphane Austray

CE 29 juillet 2002, Maison d'enfants Marie Caizergues

Y a-t-il urgence à suspendre une décision de nomination pour ordre ?416

Conclusions Stéphane Austray

CE 29 juillet 2002, M. S.

Les mesures d'application des 35 heures dans la fonction publique territoriale sont-elles légales ?420

Conclusions François Séners

CE 9 octobre 2002, Fédération nationale Interco CFDT et syndicat CFDT Interco des Pyrénées-Atlantiques

CE 9 octobre 2002, Fédération des personnels des services des départements et des régions CGT-FO et syndicat CGT des agents du conseil général de la Saône-et-Loire

• Finances publiques locales

Quelles sont les conditions pour l'allocation des dépenses de la gestion de fait ?427

Cour des comptes 30 mai 2002, Commune d'Huez

• Organismes de coopération et de regroupement

Quelle doit être la composition d'un comité syndical ? .434

Conclusions François Séners

CE 29 juillet 2002, Association des consommateurs de la Fontaulière

Quelle doit être la composition d'un comité syndical ? .434

Conclusions François Séners

CE 29 juillet 2002, Association « SAVOIR »

• Élections

Un agent de la commune placé en position de disponibilité peut-il se présenter aux élections municipales ?440

Conclusions Isabelle de Silva

CE 8 juillet 2002, Élections municipales de Floringhem (Pas-de-Calais)

• Contentieux des collectivités locales

Comment s'appliquent les règles de la prescription quadriennale à une action en responsabilité ?443

Conclusions Isabelle de Silva

CE 2 octobre 2002, M. A.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de règlement intérieur des conseils municipaux et organes délibérants des EPCI455

CHRONIQUES

Noms de domaines et noms de communes : à vos marques ?466

Jean-Christophe Galloux

La prise en compte des risques industriels par les communes et leurs groupements470

Yvan Razafindratandra

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

Une région ou un département peuvent-ils subventionner une association qui ne participe pas directement à l'exercice d'un culte ?473

Conclusions Robert Lalauze

CAA Nantes 31 juillet 2002, Région de Bretagne

CAA Nantes 31 juillet 2002, Département du Morbihan

Comment s'apprécie l'intérêt communal pour accorder une subvention à une association ?477

Conclusions Laurent Vallée

CE 28 octobre 2002, Commune de Draguignan c/ M. L.

Quel doit être le contenu d'une délibération par laquelle la commune accorde sa caution ?481

Conclusions Laurent Vallée

CE 28 octobre 2002, Commune de Moisselles

• Police administrative

Dans quelles conditions un retrait d'agrément d'un policier municipal peut-il avoir lieu ?484

Conclusions Victor Haïm

CAA Paris 10 juillet 2002, M. Philippe M.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Comment s'apprécie l'urgence à obtenir l'expulsion d'un occupant du domaine public ?488

Conclusions Pierre Collin

CE 8 juillet 2002, Commune de Cogolin c/ SA Port Cogolin Carénage

• Services publics locaux

Une commune peut-elle mettre à la charge d'une entreprise de pompes funèbres le coût des prestations rendues à des familles en violation du monopole communal ?492

Conclusions Victor Haïm

CAA Paris 25 juin 2002, Mme S.

• Fonction publique territoriale

Quelle est la portée de l'exonération des cotisations de sécurité sociale des aides à domicile employées par les centres communaux d'action sociale ?496

Conclusions Pascale Fombeur

CE 23 octobre 2002, Union nationale des centres communaux d'action sociale

• Organismes de coopération et de regroupement

Dans quelles conditions devait être mis en œuvre le transfert aux SDIS des biens des communes et des syndicats intercommunaux affectés à ce service ?500

Conclusions Stéphane Austray

CE 18 octobre 2002, Syndicat intercommunal de secours du Denaisis

CE 18 octobre 2002, Ville de Saint-Girons

CE 18 octobre 2002, Ville de Saverne

CE 18 octobre 2002, Commune de Saint-Laurent-du-Maroni

• Élections

Internet échappe-t-il aux règles classiques de propagande électorale ?508

Conclusions Isabelle de Silva

CE 8 juillet 2002, Élections municipales de Rodez

Le retrait d'une liste complète doit-il comporter la signature de la majorité des candidats de la liste ?513

Conclusions Terry Olson

CE 10 juillet 2002, M. Jacques A.

Faut-il préciser, dès l'introduction de la protestation, les votes par procuration susceptibles d'être irréguliers ? 519

CE 29 juillet 2002, Élections municipales de Bastia

Des imputations injurieuses ou diffamatoires excèdent-elles les limites de la polémique électorale ?522

Conclusions François Sénors

CE 29 juillet 2002, Élections municipales de Vitrolles

L'hébergement gratuit du site d'une liste par une société équivaut-il à un financement prohibé émanant d'une personne morale ?527

Conclusions Rémy Schwartz

CE 18 octobre 2002, Élections municipales de Lons

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention type de coordination de la police municipale et des forces de sécurité de l'État537